

**Mali - Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**

(New York, 11 avril 2018)

Monsieur le Président,

Je remercie le représentant spécial du Secrétaire général, Monsieur Annadif, pour sa présentation très éclairante mais aussi pour son engagement exemplaire. Au nom de la France, je voudrais à nouveau lui exprimer, ainsi qu'à toute son équipe, notre plein et entier soutien. Permettez-moi également de remercier le Représentant permanent de la Suède, Olof Skoog, pour sa présentation et son action à la tête du Comité des sanctions. Je voudrais aussi saluer chaleureusement la présence autour de cette table du ministre malien des affaires étrangères, Son excellence M. Tiéman Hubert Coulibaly, et le remercier d'avoir fait le déplacement à New York afin de participer à nos travaux.

Je souhaite débiter mon intervention en saluant la mémoire des trois casques bleus décédés au cours de la semaine passée dans des attaques contre la MINUSMA. La France s'incline devant la mémoire de ces combattants de la paix. Leur sacrifice nous rappelle combien la MINUSMA évolue dans un environnement difficile, mais également combien sa place est centrale pour promouvoir la mise en oeuvre de l'accord de paix et protéger le peuple malien de ceux qui s'y opposent par tous les moyens, y compris en se livrant à des agissements terroristes ou criminels. La France, engagée aux côtés de la mission de paix des Nations unies, en est consciente et en paie elle-même le prix : deux soldats français sont tombés le 21 février dernier.

Monsieur le Président,

La réunion que nous tenons aujourd'hui revêt une importance toute particulière s'agissant du suivi de la mise en oeuvre de l'accord de paix. Les membres du Conseil de sécurité s'étaient en effet collectivement engagés, dans leur déclaration à la presse du 24 janvier dernier, à saisir cette occasion afin d'évaluer la mise en oeuvre par les parties des engagements pris dans le cadre du chronogramme d'actions prioritaires adopté en janvier dernier. Il avait alors également été décidé que des étapes complémentaires seraient examinées dans le cadre du régime de sanctions, si les engagements pris venaient à ne pas être mis en oeuvre dans les délais annoncés.

Monsieur le Président,

Nous avons apprécié l'action du gouvernement, depuis la dernière réunion de ce Conseil sur le Mali, pour favoriser un consensus nécessaire sur le processus électoral et rétablir la présence de l'administration dans le centre du Mali. Le déplacement du Premier ministre à Kidal, en

particulier, a marqué un retour des autorités politiques de haut niveau et un effort de concertation sur la mise en oeuvre de l'accord de paix, presque quatre ans après le dernier déplacement de niveau comparable dans la région.

Force est toutefois malheureusement de constater, au lendemain de l'échéance fixée par les parties maliennes elles-mêmes dans le chronogramme d'actions prioritaires, qu'une large majorité des engagements pris n'ont pas encore été mis en oeuvre. Ces retards sont loin d'être sans conséquences sur le terrain. D'abord, car faute de progrès, c'est l'ensemble des acquis obtenus jusqu'ici mais également la pertinence même de l'accord qui finiront par être remis en cause. Ensuite, car les échéances électorales importantes prévues au cours des prochains mois rendent d'autant plus nécessaire et urgent de progresser sur divers points couverts par l'accord, afin de garantir le succès des scrutins à venir. Enfin, car il ne saurait y avoir de stabilité durable au Sahel sans une pleine mise en oeuvre de l'accord de paix malien.

Sur le fond, ce sont toujours les mêmes mesures dont nous attendons la mise en oeuvre de la part des parties maliennes. Il est particulièrement urgent notamment que des progrès soient réalisés dans les domaines de la décentralisation et de la sécurité. Je pense en particulier à l'opérationnalisation des autorités intérimaires, à la mise en place d'une police territoriale ou encore à des progrès dans les processus de DDR et de RSS. La France encourage également les autorités maliennes à poursuivre les efforts engagés dans la lutte contre l'impunité ; elle appelle toutes les parties à mettre un terme aux violations des droits de l'Homme.

Nous avons évidemment pris bonne note, avec satisfaction, de l'adoption il y a quelques jours, à l'initiative du Premier ministre malien, d'une nouvelle feuille de route annonçant la mise en oeuvre des mesures attendues de la part des parties maliennes selon un calendrier révisé. Nous ne pouvons que soutenir cette initiative et espérer son succès, qui passe notamment par la tenue prochaine à Bamako de réunions régulières du comité de suivi de l'accord. Mais soyons clairs : cette nouvelle feuille de route, qui n'est malheureusement pas la première, ne peut nous faire oublier le fait que les engagements souscrits en janvier dernier n'ont une nouvelle fois pas été respectés, alors que la population malienne, les pays de la région et la communauté internationale dans son ensemble attendent leur mise en oeuvre depuis bientôt trois ans maintenant.

Dans ce contexte, la responsabilité de ce Conseil, conformément aux termes mêmes de l'accord de paix, est de prendre les mesures nécessaires pour encourager les parties à se conformer aux engagements qu'elles ont consenties dans ce cadre. L'adoption en septembre dernier de la résolution 2374 mettant en place un régime de sanctions concernant le Mali a été un premier pas en ce sens. Aujourd'hui, les retards conséquents enregistrés dans l'application de l'accord et l'absence de mise en oeuvre des engagements pris dans les délais annoncés nous conduisent à devoir aller plus loin. Nous n'avons plus le temps d'attendre. La France engagera ainsi avec ses partenaires, dès les prochaines semaines et en pleine cohérence avec la dernière déclaration à la presse du Conseil de sécurité, un travail visant à identifier ceux qui font obstruction à la mise en oeuvre de l'accord de paix, travail qui devra aboutir à des propositions de désignation. Notre intention est de nous concentrer dans un premier temps sur une série de responsables qui nuisent à l'application de l'accord sur le terrain, notamment par leur collusion avec des groupes terroristes ou des activités de trafic. L'ensemble des acteurs maliens doivent avoir conscience que le Conseil de sécurité les prend pleinement au mot dans la mise en oeuvre de leurs engagements.

Monsieur le Président,

Malgré les défis auxquels elle fait face, la MINUSMA demeure aujourd'hui un instrument indispensable pour assurer la stabilité du Mali, en complément des autres forces de sécurité présentes sur le terrain. Son rôle de soutien au processus électoral sera déterminant à l'occasion de l'élection présidentielle en juillet et août prochains. Pleinement consciente de la difficulté de l'environnement au sein de laquelle la mission est déployée, la France réitère son appel à ce que tous les Etats membres se mobilisent pour que cette dernière dispose de capacités et d'équipements à la hauteur du mandat qui lui est conféré par le Conseil. Il s'agit à nos yeux d'un point absolument essentiel, notamment pour renforcer la sécurité des casques bleus sur le terrain, qui constitue notre priorité à tous. À titre d'exemple, l'installation au sein de l'ensemble des camps de la mission de dispositifs d'alerte précoce en cas d'attaque indirecte serait incontestablement de nature à nous permettre de sauver des vies humaines, comme l'ont tragiquement montré le bilan des récentes attaques contre les camps de Kidal et d'Aguelhok, à quelques jours d'intervalle seulement. Il s'agit d'un des points sur lesquels nous devons, en lien avec le Secrétariat, travailler de toute urgence, alors que des solutions techniques existent et qu'elles sont en outre disponibles à court terme.

Monsieur le Président,

La revue stratégique actuellement menée par Ellen Loej constitue également à nos yeux une opportunité précieuse pour améliorer la performance et les résultats de la mission. Nous soutenons pleinement ce processus, auquel nous avons tous à gagner. Nous étudierons avec intérêt les recommandations qui seront formulées par le Secrétaire général sur la base du travail en cours, en vue du prochain renouvellement de mandat de la mission. Nous espérons notamment qu'elles nous permettront de continuer à progresser vers un meilleur séquençage des tâches du mandat, afin que la MINUSMA contribue de la manière la plus efficace qui soit à la stabilisation du Mali, y compris dans le Nord, en appui des forces armées maliennes et en complémentarité avec la force conjointe du G5 Sahel, l'opération Barkhane et l'engagement de l'Union européenne. Nous saisisons également cette occasion pour travailler à une plus grande clarté du rôle et des responsabilités de chacun des éléments de l'architecture de sécurité déployée au Mali et dans la région.

Enfin, la France se félicite de la signature, dans des délais record, de l'arrangement technique entre les Nations unies, l'Union européenne et le G5 prévu par la résolution 2391. Le prochain rapport du Secrétaire général sur la force conjointe du G5 Sahel constituera une nouvelle base pour continuer à répondre aux demandes légitimes de soutien exprimées par les pays du G5 Sahel, tant sur le volet de la sécurité que sur celui du développement. Nous le ferons en tenant compte du rythme d'opérationnalisation de la force conjointe sur le terrain et en préservant le consensus au sein du Conseil sur ce dossier.

Monsieur le Président,

Il est aujourd'hui impératif de progresser rapidement vers une mise en oeuvre pleine et entière de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali. C'est ce message d'urgence et de responsabilité que nous souhaitons adresser à l'ensemble des parties maliennes aujourd'hui.

Nous espérons qu'il suscitera le sursaut attendu de la part de ceux qui détiennent les clés pour faire progresser le Mali et sa région vers une paix et une stabilité durables. La France continuera de se tenir aux côtés de tous ceux qui souhaitent avancer dans ce sens.

Je vous remercie./.